



Démanteler la voie pro, ce n'est pas apaiser le pays !

COMMUNIQUÉ

Lundi 17 avril, en s'adressant à la population après avoir publié sans attendre la réforme des retraites toujours jugée injuste et brutale, le Président Macron n'a en rien apaisé la colère sociale qui secoue le pays depuis des mois et qui s'exprime largement par les mobilisations à l'appel d'une intersyndicale unie et soutenue par une grande partie de la population.

Le Président prend-il réellement la mesure du rejet de sa politique ? Entre le succès de l'apprentissage et la réforme du RSA, il annonce dans ses priorités un « pacte pour la vie au travail » dans lequel il inclut aujourd'hui la réforme de la voie professionnelle ? Après la mise en place d'une double tutelle des Ministère du Travail et de l'Éducation, n'est-ce pas assumer une sortie des lycées professionnels du service public d'Éducation ?

Prétendre vouloir « apaiser » en relançant une réforme rejetée, notamment par des mobilisations historiques à l'automne 2022, par l'ensemble des organisations syndicales de l'enseignement professionnel et agricole du public et du privé sous contrat, c'est une véritable provocation ! Macron poursuit sa politique rétrograde au service du patronat, au détriment d'un tiers des lycéen·nes parmi les plus fragiles et les plus démunis·es. Le démantèlement de la voie professionnelle accroîtra le malaise social et la fracture qui existe déjà dans la société, sans permettre la réduction des inégalités à laquelle il prétend remédier.

Nous rappelons ici notre revendication première d'un lycée pro donnant accès autant à une poursuite d'études qu'à une insertion professionnelle réussies. Inclure la réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire dans le projet d'un « pacte de la vie au travail » c'est renier ces dimensions essentielles de l'enseignement qui sont au cœur de nos métiers.

La CGT Éduc'action dénonce vivement ce projet et refuse de voir ainsi sacrifier une partie de la jeunesse de ce pays. Elle appelle les personnels à répondre massivement à l'appel unitaire de l'intersyndicale le 1er mai, à participer aux mobilisations syndicales organisées dans toute la France d'ici là, et faire la démonstration que les travailleurs et les travailleuses ont fermement la volonté de maîtriser leur avenir.

Montreuil, le 18 avril 2023